

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUIN 1905.

Proposition de loi réglementant le travail dans les briqueteries.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Dans la séance de la Chambre du 18 mai 1905, certaines pratiques dont se plaignent les ouvriers briquetiers ont été signalées par l'un des signataires de la proposition de loi dans les termes suivants :

« Un grand nombre de briquetiers des bassins de la Dendre et de l'Escaut viennent annuellement travailler dans les briqueteries bruxelloises et y faire ce que l'on appelle la « campagne ». Ces braves gens formulent, au sujet de l'observation, par les patrons, de la loi sur le contrat de travail, des réclamations qui me semblent fondées. Je tiens à la main un contrat de travail type que je communiquerai à M. le ministre et qui a été arrêté par le syndicat des patrons briquetiers. Ce contrat, les patrons l'imposent en fait à tous ceux qui servent sous leurs ordres.

» Aux termes des articles 1^{er} et 11 de ce contrat, les patrons se déchargent sur le chef ouvrier dit chef de table, de toute la responsabilité qui, d'après la loi sur le contrat de travail et les autres lois sur la matière, est à charge du patron. C'est là un fait qui me semble abusif, voire même contraire à l'ordre public ; il importerait que la justice y mit fin et que les inspecteurs du travail réagissent en dressant systématiquement leurs procès-verbaux non à charge de l'ouvrier chef de table, que l'on affuble du nom d'entrepreneur, mais à charge du patron, seul responsable d'après le texte et l'esprit de la loi.

» J'arrive à un second article de ce contrat-type imposé par les patrons briquetiers à leurs ouvriers, article qui me semble aussi illégitime que le premier. Je veux parler de l'article 10 qui stipule qu'à la fin de chaque quinzaine le chef de table recevra, à titre d'acompte sur le salaire des ouvriers de sa table, un franc par mille briques. Le reste du salaire est retenu à titre de garantie jusqu'à la fin de la campagne.

» En principe, cette opération est légitime, mais voyons en fait les conditions dans lesquelles elle se pratique.

» Sur un salaire de fr. 2.40 (les 1,000 briques), l'ouvrier touche 1 franc et le patron réserve fr. 1.40, soit les trois cinquièmes du salaire. Or, l'article 26 de la loi fixe le maximum de la retenue à un cinquième. Retenir les trois cinquièmes est donc une violation flagrante de la loi.

» Les contestations soulevées par cette pratique abusive ont innombrables et elle donne lieu aux plus criants abus.

» De plus, l'article 26 de la loi stipule que les sommes retenues, qui sont limitées à un cinquième du salaire, doivent être déposées entre les mains d'une tierce personne. A défaut d'accord sur celle-ci, elles doivent être versées à la Caisse générale d'épargne et de retraite.

» En fait, ces retenues de salaire ne sont jamais remises entre les mains d'une tierce personne. Ici encore, des abus véritablement désolants sont à constater. C'est ainsi que l'an dernier un groupe de briquetiers de Schelde-rode, près de Gand, a perdu environ 3,000 francs à raison de l'insolvabilité du patron qui avait opéré les retenues et s'était imposé frauduleusement comme dépositaire de celles-ci.

» Il me semble donc que des mesures urgentes doivent être prises pour mettre fin à ce système qui constitue une véritable iniquité.»

Les mêmes abus ont été dénoncés avec plus de détails par M. Maenhaut, dans la séance de la Chambre du 24 mai 1908.

Nous reproduisons ci-après l'argumentation de cet honorable membre :

» Depuis de longues années, d'avril à septembre, de nombreux ouvriers flamands viennent à Bruxelles travailler la brique. Ces malheureux sont dignes de toutes nos sympathies, et quand ils font entendre de justes réclamations, comme c'est actuellement le cas, il est nécessaire que la Chambre et le gouvernement les écoutent et leur donnent satisfaction.

» J'aurai l'honneur d'exposer brièvement ces réclamations.

» Les patrons briquetiers violent la loi sur le contrat de travail. En premier lieu, lorsque les ouvriers arrivent sur les chantiers des briqueteries, l'un d'eux, le chef de table, le mouleur comme on dit, doit, — notez que je dis doit, — signer un contrat avec le patron.

» Voici un modèle de contrat :

« Entre les soussignés, M. H..., marchand de briques, domicilié à..., d'une part, et M. X..., domicilié à..., d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

» Le soussigné de seconde part, c'est-à-dire l'ouvrier mouleur, le chef de table, «entreprind», sous sa responsabilité envers le soussigné de première part, etc., etc. »

« Le patron fait donc d'un simple ouvrier briquetier, du mouleur, par le contrat qu'il lui impose, un entrepreneur.

» De plus, le règlement de travail sur les chantiers, qui est affiché, porte, dans son article 1^{er} :

« Le mouleur traitant directement avec le fabricant pour toute une cam-

» pague est seul considéré comme entrepreneur et partant seul responsable de la parfaite exécution du travail par lui entrepris. »

» Encore une fois, on assimile donc l'ouvrier à l'entrepreneur. Notez aussi, messieurs, que l'ouvrier doit signer le contrat, car il ne peut entrer sur les travaux avant de l'avoir fait, et par cette signature, il se reconnaît, il se déclare entrepreneur.

« Il n'est pas entrepreneur : l'article 2 de la loi sur le contrat de travail le dit clairement ; c'est un chef de groupe qui recrute ses collaborateurs, mais qui n'est pas responsable vis-à-vis des ouvriers qu'il emploie et n'est pas tenu de toutes les obligations d'un véritable chef d'entreprise. C'est l'avis de M. Mavaut dans son ouvrage : *Loi sur le contrat de travail*. Ce n'est pas un sous-entrepreneur, ce n'est pas un chef d'entreprise. Non, comme le dit très bien un jugement de la justice de paix de Laeken (19 août 1897), dans l'industrie briquetière, les chefs mouleurs ou chefs de table sont de simples ouvriers et non des entrepreneurs. »

Voici ce que dit M. Abel, avocat près de la cour d'appel de Gand, dans son ouvrage : *Les lois sur le contrat du travail* :

« En dehors de leur travail manuel, ils se bornent à engager les autres ouvriers qui composent la table et à recevoir le salaire pour toute la brigade ; ils partagent le salaire par parts égales entre tous les ouvriers de la table, sans spéculer sur la part de ceux-ci ; tout comme leurs compagnons, les chefs mouleurs ou chefs de table ne sont rétribués que pour le simple travail manuel qu'ils ont effectué.

» L'organisation des ouvriers briquetiers par groupes connus sous la dénomination de tables n'est qu'une forme spéciale du louage de services, dont la seule raison d'être est de faciliter l'embauchage des ouvriers par le patron briquetier.

» Ce qui différencie le sous-traitant du chef de brigade, c'est que le premier possède un capital, de la matière première et un matériel qui lui sont propres, tandis que le second travaille en même temps que ses ouvriers sous la surveillance et la direction de l'entrepreneur principal. La situation de ce chef de brigade est purement transitoire. Il n'est qu'un simple mandataire. Il peut, le lendemain, redevenir simple ouvrier. »

» On me dira : quelles conséquences pour les ouvriers, si on les considère comme entrepreneur ? Les conséquences sont énormes, messieurs. La principale, c'est que l'ouvrier est responsable de tout sur le chantier, au lieu et place du patron. Ainsi, nous avons actuellement un procès que notre syndicat des briquetiers de Meirelbeke « Door eendracht sterk » défend. On a pris un ouvrier chef de table en contravention pour violation de la loi du 17 décembre 1887 sur le travail des femmes et des enfants. Il avait à sa table des enfants en dessous de l'âge requis. Il est poursuivi, lui ouvrier, au lieu du patron, parce qu'il avait signé un contrat dans lequel il figure comme entrepreneur. Il a été condamné en première instance ; il vient d'être condamné en appel malgré l'avis du ministère public, qui déclara qu'on ne pouvait le condamner comme entrepreneur. Eh bien ! nous avons décidé, nous syndicat, d'aller en cassation à nos frais. Nous voulons connaître l'avis de la Cour

suprême, et nous espérons que, mieux éclairée, elle donnera raison à notre thèse qui fut à maintes reprises déjà déclarée juste par certains tribunaux. Si contre notre attente, la Cour de cassation condamne notre ouvrier briquetier, je le déclare, dès maintenant, dès le lendemain, nous déposerons une proposition de loi qui règlera définitivement la controverse si préjudiciable aux ouvriers.

» Non seulement beaucoup de juristes partagent cette idée, mais certains tribunaux nous donnent raison. Ainsi le tribunal correctionnel de Courtrai, jugement du 25 novembre 1896, a décidé que, dans l'industrie de la briqueterie, il faut considérer le mouleur, chef de table, non comme un entrepreneur, mais comme un simple ouvrier travaillant sous les ordres et la direction du patron. Partant, le patron briquetier est le seul et le véritable chef d'industrie responsable de l'organisation du travail et, par suite, de toute contravention sur le travail des femmes et des enfants. Autre conséquence : si le mouleur chef de table était un entrepreneur, il devrait assurer, lui, les ouvriers contre les accidents du travail. Donc, le contrat que certains patrons briquetiers imposent est contraire à l'article 2 de la loi.

» L'article 26 de la loi sur le contrat de travail dit : Lorsque des prélèvements sont opérés sur les salaires à titre de garantie des obligations de l'ouvrier, le chef d'entreprise est tenu de déposer, au nom de l'ouvrier, les sommes ainsi prélevées, en mains d'un tiers choisi de commun accord ou, à défaut d'accord, à la Caisse générale d'épargne et de retraite. Ces quotités de salaire échu ne peuvent être supérieures à un cinquième du salaire payable à chaque échéance. Or, dans la plupart des briqueteries bruxelloises, le patron garde toute la somme, sauf quelques avances nécessaires à l'entretien de l'ouvrier et ne paie qu'à la fin de la campagne. Ces retenues, dans beaucoup de cas, sont de trois cinquièmes, et encore ces retenues ne sont pas versées en mains d'un tiers choisi de commun accord ou à la Caisse d'épargne, d'où il arrive, quand le patron briquetier fait de mauvaises affaires, que les braves et malheureux ouvriers ne touchent rien à la fin de la campagne. Le fait est arrivé l'été dernier à Ruysbroeck, chez Antoine Walravens. Les ouvriers devaient toucher 7,000 francs de salaire avant la fin de la campagne; il a fait faillite et, après des procès, poursuites et bien des ennuis, grâce à notre intervention, ils ont obtenu 4,000 francs, mais ils ont perdu 3,000 francs !

» Donc, les patrons briquetiers qui mettent dans leurs contrats qu'à la fin de chaque quinzaine, le second soussigné recevra, à titre d'acompte, une somme correspondant à 1 franc par mille briques et que le reste, devant servir de garantie pour la bonne et entière exécution du travail, sera remis à la fin de la campagne, violent une seconde fois la loi sur le contrat de travail. »

Dans la même séance du 24 mai 1903, M. Francotte, ministre de l'Industrie et du Travail, répondant à ces réclamations, n'en a pas contesté le fondement. Il a constaté, d'autre part, l'extrême difficulté d'atteindre les abus ;

« Dans la briqueterie, ainsi s'exprimait l'honorable ministre, les infractions sont pour ainsi dire insaisissables. Elles échappent, par une sorte d'entente tacite contre la bonne application des dispositions légales. Cette entente règne de bas en haut : elle va du patron au chef de table, de celui-ci aux ouvriers, et les petits enfants eux-mêmes, s'y associent en se sauvant à toutes jambes dès qu'apparaît la silhouette de l'inspecteur. »

D'autre part, M. Francotte a mis en lumière la difficulté pour les agents de son administration d'intervenir efficacement dans l'état actuel de son administration.

» Voyons maintenant, disait l'honorable Ministre jusqu'à quel point mon département peut intervenir. L'honorable M. Maenhaut se plaint, et avec raison, de ce que les faits qu'il signale constituent des violations de la loi sur le contrat de travail. Cela est absolument indéniable quant aux deux points qu'il a visés. Mais l'honorable membre ne doit pas perdre de vue que la loi sur le contrat de travail est une loi purement civile, qu'elle est dépourvue de toute sanction pénale et, par conséquent, que les inspecteurs du travail ne peuvent pas intervenir par voie d'autorité pour la faire respecter : il ne leur appartient pas de dresser des procès-verbaux des violations qu'ils constatent; ils ne peuvent intervenir, comme ils l'ont fait à maintes reprises sur nos recommandations, qu'en faisant des observations aux patrons et surtout en éclairant les ouvriers sur leurs droits, sauf à ceux-ci à défendre eux-mêmes leurs droits civils devant les juridictions compétentes.

» Le département a cependant appelé l'attention des inspecteurs du travail sur le droit d'intervenir qu'en certains cas leur assure la loi de 1887 sur le paiement des salaires. En effet, si un ouvrier, en dépit de la loi sur le contrat de travail, peut, comme cela arrive parfois, convenir avec le patron qu'il laissera entre les mains de celui-ci tout son salaire jusqu'à la fin de la campagne, en se contentant des avances nécessaires à sa subsistance; si l'ouvrier a le droit d'exécuter une telle convention, librement, spontanément, le patron cependant n'a pas le droit de le contraindre, car, du moment qu'il y a contrainte, le patron viole la loi de 1887 sur le paiement des salaires, qui, dans son article 6, stipule : « Hors les cas prévus par les nos 3^e, 4^e et 5^e de l'article 2, il est interdit, tant aux patrons qu'aux directeurs, contremaîtres, porions, employés d'une administration publique ou privée, chefs d'entreprise ou sous-traitants, d'imposer à l'ouvrier travaillant sous leurs ordres ou de stipuler conventionnellement avec lui des conditions de nature à lui enlever la faculté de disposer librement de son salaire. »

» Donc, quand l'ouvrier est forcé d'abandonner son salaire au patron sous prétexte de garantie, il n'y a pas infraction au sens de la loi sur le contrat de travail, mais il y a une infraction au sens de la loi sur le paiement des salaires.

» A plusieurs reprises déjà, les inspecteurs du travail ont attiré l'attention des patrons sur cette interprétation et sur ses conséquences; maintes fois ils ont eu à verbaliser de ce chef. Mais, comme l'a fait remarquer l'honorable M. Maenhaut, les décisions de la justice sont souvent contradictoires. C'est également ce que je disais en réponse à une question posée autrefois

par notre collègue feu M. De Backer, qui m'interrogeait au sujet des suites données à trois procès-verbaux dressés dans les briqueteries des environs de Bruxelles. J'ai dû lui répondre que le premier de ces procès-verbaux avait été laissé sans suite, que le deuxième avait donné lieu à un acquittement et que le troisième seulement avait abouti à une condamnation. C'est dans ces conditions que je puis intervenir et mon département ne manque pas, à l'approche de chaque saison, de rappeler les points principaux à l'attention des inspecteurs du travail.

» L'honorable M. Maenhaut a signalé une seconde pratique, qui, elle aussi, m'est bien connue parce qu'elle a déjà donné lieu à de nombreuses réclamations : c'est le fait d'insérer dans le contrat de travail qui intervient entre le patron briquetier et l'ouvrier une stipulation disant que l'ouvrier briquetier a la qualité d'entrepreneur et qu'à ce titre il est responsable non seulement de la bonne marche de l'entreprise, mais de toutes les infractions aux lois pénales qui pourraient se commettre.

» Il éclate aux yeux qu'une convention privée de ce genre est sans portée et sans valeur aucune et jamais un inspecteur du travail ni un officier du parquet, ni un tribunal n'admettront qu'elle peut avoir pour effet d'exonérer des responsabilités pénales celui qui en réalité les a encourues. Il faut reconnaître cependant que la question de fait peut être délicate.

» Il s'agit de rechercher dans chaque cas quel est le véritable auteur. Celui-ci, aux termes des lois visées, peut être « le chef d'industrie, patron, directeur ou gérant ». Aucune disposition légale ne détermine la portée de ces mots comme le constate un arrêt rendu par la Cour de cassation en 1897.

» Il y a donc à examiner si le chef de table peut être assimilé à un gérant. C'est évidemment là une question d'espèce : elle est susceptible de solutions diverses, selon l'organisation du travail, particulière à chaque chantier.

» La loi sur le contrat de travail, dans son article 2, stipule toutefois que, au point de vue des obligations civiles, le chef de brigade est de plein droit présumé agir comme mandataire du patron vis-à-vis des ouvriers qu'il est chargé de conduire.

» En ce qui concerne les obligations civiles résultant du contrat de travail, la responsabilité du patron reste donc entière.

» Il est encore à noter que les chefs d'industrie demeurent en tout cas responsables civilement des amendes prononcées à charge de leurs gérants. »

En vue de soustraire les ouvriers aux variations et aux obscurités de la jurisprudence, signalées par M. le ministre de l'Industrie et du Travail dans les lignes qui précèdent, les signataires de la proposition de loi estiment qu'il y a lieu de réprimer par un texte explicite les abus signalés.

En ce qui concerne les stipulations du contrat de travail tendant à soustraire le patron à sa responsabilité civile ou pénale en attribuant à certains ouvriers la qualité d'entrepreneur, la proposition de loi se borne à en proclamer la nullité; il n'a point paru nécessaire de sanctionner pénalement cette disposition.

Il en est autrement en ce qui concerne l'infraction à l'article 26 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, conçu comme suit :

« Lorsque des prélèvements sont opérés sur les salaires à titre de garantie »
» des obligations de l'ouvrier, le chef d'entreprise est tenu de déposer, au »
» nom de l'ouvrier, les sommes ainsi prélevées en mains d'un tiers choisi »
» de commun accord ou, à défaut d'accord, à la Caisse générale d'épargne »
» et de retraite. Ces quotités du salaire échu ne peuvent être supérieures »
» à un cinquième du salaire payable à chaque échéance.

» Par le seul fait du dépôt, le chef d'entreprise acquiert privilège sur les »
» sommes déposées pour toutes créances résultant de l'inexécution totale »
» ou partielle des obligations de l'ouvrier.

» Sauf en ce qui concerne le privilège établi par le présent article, les dis- »
» positions de la loi du 18 août 1887, relative à l'incessibilité et à l'insaisissa- »
» bilité des salaires des ouvriers, sont applicables aux sommes ainsi déposées.

» Le tiers dépositaire est tenu de remettre ces sommes respectivement au »
» chef d'entreprise ou à l'ouvrier qui en demande le retrait en produisant »
» l'autorisation de l'autre intéressé, ou, à défaut de cette autorisation, un »
» extrait de la décision passée en force de chose jugée, constatant le droit »
» de la partie réquérante. Cet extrait est délivré gratis et dispensé de la »
» formalité de l'enregistrement. »

Ce texte est formel et prévoit avec précision les diverses éventualités relatives aux retenues de salaires. L'expérience ayant établi d'une part que ces dispositions sont systématiquement éludées par les patrons, d'autre part que la répression de ces abus est incertaine, les auteurs de la proposition de loi estiment qu'il est utile de stipuler expressément que toute infraction à l'article 26 de la loi du 10 mars 1900 sera punie des peines prévues par l'article 10 de la loi du 16 août 1887 portant réglementation du paiement des salaires.

Cet article est conçu comme suit :

« Le patron qui aura contrevenu ou fait contrevenir par ses agents ou »
» mandataires à l'une des dispositions des articles 1^{er} à 7 inclusivement, »
» sera puni d'une amende de 50 à 2,000 francs.

» Les directeurs, contremaîtres, porions, employés d'une administration »
» publique ou privée, chefs d'entreprise ou sous-traitants qui auront com- »
» mis la même infraction seront punis de la même peine. Toutefois, s'ils »
» ont agi d'après les instructions du patron ou d'un préposé ayant autorité »
» sur eux et sans y avoir un intérêt personnel, ils ne seront passibles que »
» d'une amende de 26 à 100 francs, dont le paiement pourra être poursuivi »
» à charge du patron, sauf recours de celui-ci contre le condamné.

» Toute action du chef d'une des infractions prévues par la présente loi »
» sera prescrite par le laps de six mois à dater du jour où l'infraction aura »
» été commise. »

Il résulte des considérations qui précèdent que la proposition de loi n'a

pour objet que de mieux assurer dans l'industrie de la briqueterie l'application des dispositions de la loi sur le contrat de travail. Aussi espérons-nous que le projet bénéficiera des sympathies qui ont été acquises à la loi du 10 mars 1900.

L. DE BÉTHUNE.



PROPOSITION DE LOI**ARTICLE PREMIER.**

Dans l'industrie de la briqueterie sera considérée comme nulle de plein droit toute stipulation du contrat de travail tendant à soustraire le patron à sa responsabilité professionnelle, civile ou pénale, en attribuant à l'un des ouvriers la qualité d'entrepreneur.

ART. 2.

Dans l'industrie de la briqueterie toute infraction à l'article 26 de la loi du 10 mars 1900, sur le contrat de travail, sera punie des peines prévues par l'article 10 de la loi du 16 août 1887, portant réglementation du payement des salaires.

WETSVOORSTEL**EERSTE ARTIKEL.**

Wordt beschouwd als van rechtswege nietig, in de steenbakkersnijverheid, elk beding der arbeidsovereenkomst strekkende om, door toekenning van de hoedanigheid van ondernemer aan één der werklieden, den patroon te onttrekken aan zijne beroepsaansprakelijkheid, zoowel met het oog op de burgerlijke wetten als op de strafwetten.

ART. 2.

In de steenbakkersnijverheid wordt elke overtreding van artikel 26 der wet van 10 Maart 1900 op de Arbeidsovereenkomst gestraft met de straffen voorzien bij artikel 10 der wet van 16 Augustus 1887, waarbij de betaling der loonen wordt geregeld.

L. DE BÉTHUNE.

J. MAENHAUT.

L. DE COSTER.

RENKIN.

VERHAEGEN.

H. CARTON DE WIART.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JUNI 1908.

Wetsvoorstel tot regeling van den arbeid op de steenbakkerijen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ter Kamerzitting van 18 Mei 1908, werd op zekere handelingen waarover de steenbakkerswerklieden klagen de aandacht gevestigd door een der onderteekenaars van dit wetsvoorstel in de volgende bewoordingen :

« Een groot getal steenbakkerswerklieden uit de streken van Dender en Schelde komen jaarlijks werken op de steenbakkerijen van Brussel en er hetgeen men heet, het « werkseizoen » uitdoen. Die brave lieden opperen betreffende het naleven door de bazen, van de wet op de arbeidsovereenkomst, klachten welke mij gegrond schijnen. Ik heb hier in handen een model van arbeidsovereenkomst dat ik den heer Minister zal overhandigen en dat werd opgemaakt door het syndicaat der steenbakkersbazen. Deze overeenkomst wordt inderdaad door de patroons opgedrongen aan allen die onder hunne orders werken.

« Naar luid van artikelen 1 en 11 dier overeenkomst ontlasten zich de patroons op den hoofdwerkman, hoofd van de tafel genoemd, van alle verantwoordelijkheid welke volgens de wet op de arbeidsovereenkomst en de andere wetten dienaangaande, op den patroon berust. Dat schijnt mij een misbruik en zelfs in strijd met de openbare orde; 't ware noodig dat het gerecht er een einde aan stelle, en dat de arbeidstoezieners er tegen opkwamen door stelselmatig hunne processenverbaal op te maken niet ten laste van den werkman hoofd van de tafel, dien men bekleedt met den naam van ondernemer, maar ten laste van den datroon, alleen aansprakelijk volgens de bewoordingen en den zin der wet.

» Ik kom tot een tweede artikel van die model-overeenkomst door de steenbakkersbazen aan hunne werklieden opgedrongen, artikel dat mij even onwettig voorkomt als het eerste. Ik wil spreken van artikel 10 bepalende dat het hoofd van de tafel alle twee weken, als afkorting op het loon der

werklieden van zijne tafel, een frank per duizend steen zal krijgen. Het overige van 't loon wordt ingehouden als waarborg tot het einde van 't werkseizoen.

» In beginsel is die handeling wettig, maar onderzoeken wij de feitelijke omstandigheden waarin ze geschiedt.

» Op een loon van fr. 2.40 (per 1,000 steen) trekt de werkmán een frank en de baas houdt fr. 1.40 in handen, dus de drie vijfden van 't loon. Welnu, artikel 26 der wet bepaalt het maximum der afhouding op één vijfde. De drie vijfden af te houden is dus eene onloochenbare schending van de wet. »

» Talloos zijn de betwistingen, door dat misbruik verwekt en ze geven aanleiding tot de meest tergende misbruiken. »

» Daarenboven bepaalt artikel 26 der wet dat de afgehouden sommen, die beperkt zijn tot één vijfde van het loon, moeten toevertrouwd worden aan eenen derden persoon. Zoo partijen het niet eens zijn over dien derde, dan moeten ze belegd worden ter Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. »

» Feitelijk worden die afhoudingen nooit belegd in handen van een derde. Hier ook zijn er echt betreuenswaardige misbruiken vast te stellen. Zoo werd, verleden jaar, door eene groep steenbakkers van Schelderode, tegen Gent, nagenoeg 3.000 frank verloren uit hoofde van het onvermogen van hunnen patroon, die hun geld had ingehouden en zich bedriegelijk tot bewaarder dier afhoudingen had aangesteld. »

» Mij dunkt dus dat er dringende maatregelen moeten genomen worden om een einde te stellen aan eene gewoonte die een wezenlijk onrecht in 't leven roept. »

» Dezelfde misbruiken werden meer omstandig aangeklaagd door den heer Maenhaut, ter Kamersitting van 24 Mei 1903.

Wij herhalen hier de bewijsvoering van dat achtbaar lid.

« Jarenlang reeds komen talrijke vlaamsche werklieden naar Brussel in de steen werken van April tot September. Die ongelukkigen verdienen al onze belangstelling en wanneer zij gegronde klachten laten hooren, zooals thans het geval is, hebben Kamer en Regeering tot plicht hen aan te hooren en hun voldoening te schenken.

» Ik zal de eer hebben die klachten beknopt uiteen te zetten.

» De steenbakkersbazen schenden de wet op de arbeidsovereenkomst. Ten eerste, wanneer de werklieden op de steenbakkerijen komen, moet — let wel dat ik zeg moet — een onder hen, het hoofd van de tafel, de vorm, zooals men hem noemt, eene overeenkomst teekenen met den patroon.

» Zie hier eene model-overeenkomst :

» Tusschen de ondergeteekenden, M. H..., steenkoopman, woonachtig te..., enerzijds, en M. X .., woonachtig te..., anderzijds, is overeengekomen hetgeen volgt :

» De tweede ondergeteekende, 't is te zeggen de vorm — het hoofd van de tafel, « onderneemt » onder zijne verantwoordelijkheid jegens den eersten ondergeteekende, enz., enz.

» De patroon maakt dus een ondernemer van een eenvoudig steenbakker-werkman, van den vormer, door de overeenkomst welke hij hem oplegt.

» Daarenboven bepaalt het « reglement van het werk op de steenbakke-rijen » dat uitgeplakt is, in artikel 1 : « De vormer, rechtstreeks onderhandelende met den fabrikant, voor een geheel werkseizoen, is alleen aanzien als ondernemer en dienvolgens alleen verantwoordelijk voor de volkomene uitvoering van het door hem ondernomen werk. »

» Nog eens, men stelt dus den werkman gelijk met een ondernemer. Let ook, mijne heeren, dat de werkman de overeenkomst moet onderteekenen, want hij mag voor dien tijd niet op het werk gaan en door dat handteeken erkent hij, verklaart hij ondernemer te zijn.

» Hij is geen ondernemer : Artikel 2 der wet op de arbeidsovereenkomst zegt het duidelijk : 't is het hoofd van eene groep die zijne medewerkers werft, maar die niet verantwoordelijk is jegens zijne werkgezellen en die niet al de verplichtingen van een echt ondernemingshoofd draagt. Dit is de meening van den heer Mavaut in zijn boek, *Loi sur le contrat de travail*. Het is geen onder-aannemer, het is geen ondernemingshoofd. Neen, zooals het heel goed gezegd wordt in eene uitspraak van het vredegerecht van Laken (19 Augustus 1897), bij de steenbakkerijen zijn de vormers of de hoofden van de tafel, eenvoudige werklieden, maar geen ondernemers. »

Ziehier wat de heer Abel, advocaat bij het Hof van Beroep, te Gent, zegt in zijn boek *De wetten op de arbeidsovereenkomst* : « Les lois sur le contrat du travail : »

» Buiten hun handwerk, bepalen zij zich erbij de andere werklieden, die de tafel uitmaken, aan te nemen en het loon te ontvangen voor de geheele tafel; zij verdeelen het loon in gelijke deelen tusschen al de werklieden van de tafel, zonder winst te zoeken op dezer aandeel; evenals hunne gezellen, worden de vormers of hoofden van de tafel enkel betaald voor den handenarbeid dien zij leverden.

» De inrichting der werklieden per ploegen, gekend onder den naam van tafels, is enkel een bijzondere vorm van dienstverhuring, waarvan de eenige reden van bestaan is het aanwerven van de werklieden door den steenbakkersbaas te vergemakkelijken.

» Het verschil tusschen een onder-aannemer en een ploegbaas, is dat de eerste een kapitaal bezit en grondstof en gereedschap die hem toebehooren, terwijl de tweede werkt tezelfdertijd als zijne mannen, onder toezicht en bestuur van den hoofd-aannemer. De toestand van dien ploegbaas is louter voorbijgaand. Hij is een eenvoudig lasthebber. Hij kan des anderendaags weder eenvoudig werkman worden.

» Men zal mij zeggen : Wat gevolgen heeft het voor de werklieden, aanzien te worden als ondernemers? De gevolgen zij overgroot, Mijne heeren. Het voornaamste is dat de werkman verantwoordelijk is voor alles op het werkterrein, in stede en in plaats van den patroon. Zoo hebben wij thans een proces dat ons syndicaat der steenbakkers van Meirelbeke « Door een-dracht sterk » voert. Men heeft tegen een werkman, hoofd van een tafel,

proces-verbaal opgemaakt wegens schending van de wet van 17 December 1887 op den arbeid van vrouwen en kinderen. Bij zijne tafel waren kinderen beneden den vereischten ouderdom. Hij wordt vervolgd, hij werkmán, in stede van den patroon omdat hij eene overeenkomst had onderteekend waarin hij als ondernemer voorkomt. In eersten aanleg werd hij veroordeeld; dezer dagen werd hij insgelijks veroordeeld door het Hof van beroep, in strijd met het advies van 't openbaar ministerie, dat verklaarde dat men hem niet mocht veroordeelen als ondernemer. Welnu, er werd door ons syndicaat besloten op eigen kosten in cassatie te gaan. Wij willen de meening kennen van het Opperste gerechtshof en wij hopen dat het, beter voorgelicht, gelijk zal geven aan onze stelling die door sommige rechtbanken reeds herhaalde malen rechtvaardig werd verklaard. Moet het Hooger gerechtshof, tegen onze verwachting in, onzen steenbakker-werkman veroordeelen, ik verklaar het van nu af, reeds des anderendaags zullen wij een wetsvoorstel overleggen dat de betwisting, zoo nadeelig voor de werklieden, bepaald zal oplossen. »

» Die meening wordt niet alleen gedeeld door veel rechtskundigen, maar sommige rechtbanken geven ons gelijk. Zoo werd door de boetstraffelijke rechtbank van Kortrijk, bij uitspraak van 25 November 1896, beslist dat, bij de steenbakkerij, de vormér, hoofd van de tafel, moet aanzien worden niet als een ondernemer, maar als een eenvoudig werkmán staande onder bevel en bestuur van den patroon. Dus is de steenbakkersbaas het eenig en wezenlijk nijverheidshoofd, aansprakelijk voor de inrichting van den arbeid en bijgevolg voor elke wetsovertreding in zake van arbeid van vrouwen en kinderen.

Er is nog een ander gevolg : ware de vormér, hoofd van de tafel, een ondernemer, hij zou verplicht zijn zelf de werklieden te verzekeren tegen arbeidsongevallen. Dus is de overeenkomst welke sommige steenbakkersbazen opleggen in strijd met artikel 2 der wet.

Artikel 26 der wet op de arbeidsovereenkomst zegt :

« Worden er sommen van het loon afgehouden als waarborg voor de verbintenissen des werkmáns, dan is het hoofd der onderneming verplicht de aldus afgehouden sommen, op naam van den werkmán, aan eenen derde, gekozen bij gemeen overleg, toe te vertrouwen, of, zoo partijen het niet eens zijn, in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas te storten. Deze gedeelten van het vervallen loon mogen niet meer dan één vijfde van het bij elken vervalldag te betalen loon bedragen. »

Welnu, in 't meerendeel der brusselsche steenbakkerijen behoudt de baas al het geld, uitgenomen eenige voorschotten noodig voor het onderhoud van den werkmán en hij betaalt maar op 't einde van 't werkseizoen. In veel gevallen bedraagt de afhouding de drie vijfden van 't loon en daarenboven wordt die afhouding niet overhandigd aan een derde, bij overeenkomst verkozen, noch belegd in de Spaarkas; waaruit volgt dat, wanneer de steenbakkersbaas slechte zaken maakt, de brave en ongelukkige werklieden niets trekken op 't einde van 't werkseizoen. Dat gebeurde verleden zomer te Ruisbroek, bij Antoon Walravens.

De werklieden moesten 7,000 frank werkloon trekken vóór het einde van

't werkseizoen; hij ging failliet en na processen, vervolgingen en veel tegenheden, bekwamen zij 4,000 frank, dank aan ons optreden, maar zij verlozen 3,000 frank!

De steenbakkersbazen bijgevolg, die in hunne overeenkomsten schrijven dat « alle veertien dagen de tweede ondergeteekende op afrekening eene som zal ontvangen berekend op 1 frank per duizend steen, en dat het overige moettende dienen als waarborg voor het goed en volkomen uitvoeren van het werk, op het einde van het werkseizoen zal uitbetaald worden », schenden nogmaals de wet op de arbeidsovereenkomst.

Terzelfder Kamerzitting van 24 Mei 1903, heeft de heer Francotte, minister van nijverheid en arbeid, in zijn antwoord op die klachten, de gegrondheid ervan niet betwist. Anderzijds stelde hij vast hoe uiterst moeilijk het is de misbruiken te treffen: « Op de steenbakkerijen, zoo sprak de achtbare minister, zijn de wetsovertredingen nagenoeg ontfesbaar. Zij ontsnappen, ten gevolge van eene soort stilzwijgende samenspanning, aan de degelijke toepassing der wetsbepalingen. Die samenspanning heerscht van groot tot klein: van den baas tot het hoofd van de tafel, van dezen tot de werklieden, en de kleine kinderen zelf doen mede door weg te vluchten zoo hard als ze loopen kunnen, zoodraer ergens een toezichter opdaagt. »

Anderzijds deed de heer Francotte de moeilijkheid uitschijnen voor de beamten van zijn bestuur om doelmatig tusschen te komen in den huidige toestand.

« Onderzoeken wij thans, sprak de achtbare Minister, in hoeverre mijn bestuur kan tusschenkomen. De achtbare heer Maenhaut klaagt, en wel te recht, dat de feiten welke hij aanduidt overtredingen zijn van de wet op de arbeidsovereenkomst. Dat is volstrekt onloochenbaar voor de twee punten welke hij bedoelde. Maar het achtbaar lid moet niet vergeten dat de wet op de arbeidsovereenkomst een louter burgerlijke wet is, dat ze zonder eenige strafbekrachtiging is en dienvolgens dat de arbeidstoezichers niet als gezaghebbende macht kunnen optreden om ze te doen eerbiedigen; het hoort hun niet processen-verbaal op te maken wegens de overtredingen welke zij vaststellen; zij kunnen enkel optreden, zooals zij het herhaalde malen deden op onze aanbevelingen, door opmerkingen te doen aan de bazen en vooral door de werklieden in te lichten omtrent hunne rechten, behoudens voor de werklieden zelven hunne burgerlijke rechten te verdedigen voor de bevoegde rechtsmacht.

» Evenwel heeft mijn bestuur de aandacht der arbeidstoezichers gevestigd op het recht om tusschen te komen hun in zekere gevallen verschaft door de wet van 1887 op het betalen van 't werkloon.

Immers indien een werkman, in weerwil van de wet op de arbeidsovereenkomst, mag overeenkomen met zijnen baas dat hij gansch zijn loon in diens handen zal laten tot 't einde van 't werkseizoen, zich te vreden houdende met de voorschotten welke hij noodig heeft om te leven; indien een werkman het recht heeft dergelijke overeenkomst uit te voeren, vrijelijk zonder dwang, dan heeft zijn baas nochtans het recht niet hem te dwingen,

want, zoodra er dwang bestaat, schendt de baas de wet van 1887 op het betalen van 't werkloon, welke in artikel 6, zegt :

« Buiten de gevallen voorzien bij de nummers 3°, 4° en 5° van het 2° artikel, is het verboden, zoowel aan de patroons als aan de bestuurders, meester-gasten, porions, bedienden van eene openbaar of bijzonder bestuur, hoofd-ondernemers of onderaannemers, eenen werkman die onder hunne bevelen werkt, op te leggen of met hem bij overeenkomst te bedingen elke voorwaarde van aard om hem het vermogen te ontnemen vrij over zijn werkloon te beschikken.

» Dus, wanneer een werkman verplicht is zijn loon in handen van zijnen baas te laten onder voorwendsel van waarborg, bestaat er geen overtreding van de wet op de arbeidsovereenkomst, maar wel overtreding van de wet op het betalen van 't werkloon.

» Herhaalde malen reeds hebben de arbeidstoezieners de aandacht der patroonsgevestigd op die uitlegging en op dezer gevolgen ; herhaalde malen moesten zij dienaangaande proces-verbaal opmaken. Maar zooals de achtbare heer Maenhaut het deed opmerken, de uitspraken van het gerecht zijn dikwijls tegenstrijdig. 't Is wat ik ook zegde in mijn antwoord op eene vraag vroeger gesteld door onzen collega wijlen den heer De Backer, die mij ondervroeg over de gevolgen gegeven aan drie processen-verbaal, opgemaakt op de steenbakkerijen rond Brussel. Ik moest hem antwoorden dat het eerste dier processen-verbaal zonder gevolg was gebleven, dat het tweede aanleiding had gegeven tot vrijspraak, en dat alleen het derde op veroordeeling was uitgelopen. 't Is in die voorwaarden dat ik kan tusschenkomen en mijn bestuur laat niet na, bij 't naderen van elk werkseizoen, de hoofdpunten te herinneren in de aandacht der arbeidstoezieners.

» De achtbare heer Maenhaut wees nog op eene andere handeling die mij ook eveneens goed bekend is, omdat zij reeds aanleiding gaf tot talrijke klachten ; namelijk dat in de arbeidsovereenkomst, getroffen tusschen den steenbakkersbaas en zijn werkman, eene bepaling wordt opgenomen, waarbij gezegd wordt dat de steenbakkerwerkman de hoedanigheid van ondernemer bezit en dat hij uit dien hoofde verantwoordelijk is niet alleen voor den geregelde gang van het werk, maar voor al de inbreuken op de strafwetten welke zouden gepleegd worden.

» 't Is zonneklaar dat eene bijzondere overeenkomst van dien aard zonder beteekenis en zonder waarde is hoegenaamd en nooit zal een arbeidstoeziener noch een ambtenaar van 't parket, noch eene rechtbank aannemen dat ze voor gevolg kan hebben van alle verantwoordelijkheid tegenover de strafwetten hem te bevrijden die ze feitelijk beliep. Iedereen moet echter bekennen dat de quæstie van feite kiesch kan zijn.

» Het is er om te doen te onderzoeken in ieder geval wie de wezenlijke dader is. Volgens de bewoordingen der bedoelde wetten kan deze zijn « het nijverheidshoofd, de baas, de bestuurder of de zaakvoerder ». Geen enkele wetsbepaling geeft de beteekenis op van die woorden, zooals een arrest van het Opperste gerechtshof in 1897 het vaststelt.

» Er dient dus onderzocht of het hoofd van eene tafel kan gelijkgesteld

worden met een zaakvoerder. Dat is klaarblijkelijk eene quæstie van vorm, vatbaar voor verschillende oplossingen, volgens de inrichting van den arbeid, eigen aan iedere steenbakkerij.

» De wet op de arbeidsovereenkomst bepaalt evenwel bij artikel 2 dat, met het oog op de burgerlijke verplichtingen, een ploegbaas van rechtswege geacht is te handelen als gevolmachtigde van den patroon jegens de werklieden met wier leiding hij belast is.

» Wat de burgerlijke verplichtingen betreft, voortspruitende uit de arbeidsovereenkomst, blijft de verantwoordelijkheid van den patroon dus geheel. »

Er valt ook op te merken dat de nijverheidshoofden in elk geval burgerlijk verantwoordelijk blijven voor de boeten uitgesproken ten laste van hunne zaakvoerders.

Ten einde de werklieden te onttrekken aan de verscheidenheid en de duisterheid der rechtspraak, waarop gewezen werd door den heer Minister van Nijverheid en Arbeid in bovenstaande regelen, achten de onderteeke- naars van onderhavig wetsvoorstel dat de aangeklaagde misbruiken door een uitdrukkelijken tekst dienen beteugeld te worden.

Wat de bepalingen betreft van de arbeidsovereenkomst strekkende om den baas te ontslaan van zijne burgerlijke verantwoordelijkheid of van zijne verantwoordelijkheid tegenover de strafwetten, door aan sommige werklieden de hoedanigheid van ondernemer toe te kennen, beperkt het wetsvoorstel zich erbij de nietigheid ervan uit te roepen; het scheen niet noodig die bepaling met eene straf te bekrachtigen.

Anders is het gelegen met de overtreding van artikel 26 der wet van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst, luidende als volgt :

« Op grond alleen van de bewaargeving verwerft het hoofd der onderne- ming een voorrecht op de gestorte sommen voor al de schuldvorderingen, voortspruitende uit het niet-nakomen, hetzij voor 't geheel, hetzij voor een deel, van de verplichtingen des werkmans.

» Behoudens hetgeen betrekking heeft op het door dit artikel ingestelde voorrecht, zijn de bepalingen der wet van 18 Augustus 1887, betreffende de onafstaanbaarheid en de onaantastbaarheid van het loon der werklieden, toepasselijk op de aldus in bewaring gegeven sommen.

» De derde, wien deze sommen in bewaring werden gegeven, is gehouden ze af te geven aan het hoofd der onderneming of aan den werkmans, wanneer een hunner vraagt om ze terug te nemen en daartoe overlegt de machtiging van de andere belanghebbende partij, of, bij gebreke van die machtiging, een uittreksel uit de in kracht van gewijsde gegane beslissing, het recht van de eischende partij vaststellende. Dit uittreksel wordt kosteloos afgeleverd en is van de formaliteit der registratie vrijgesteld. »

Die tekst is stellig en voorziet nauwkeurig de verschillende voorkomende gevallen in zake van afhoudingen van loon. Daar de ondervinding bewees dat, eenerzijds, die bepalingen stelselmatig werden ontdoken door de bazen, en dat, anderzijds, de beteugeling van die misbruiken onzeker is, achten

de onderteekenaars van dit wetsvoorstel dat het nuttig is uitdrukkelijk te bepalen dat elke overtreding van artikel 26 der wet van 10 Maart 1900 gestraft wordt met de straffen voorzien bij artikel 10 der wet van 16 Augustus 1887, waarbij de betaling van de loonen wordt geregeld.

Dat artikel luidt als volgt :

» De patroon die eene der bepalingen van artikel 1 tot en met 7 overtrad of deed overtreden door zijne aangestelden of lasthebbers, wordt gestraft met eene boete van 50 tot 2,000 frank.

» De bestuurders, meestergasten, ploegbazen, bedienden van een openbaar of privaat bestuur, ondernemingshoofden of onderaannemers die dezelfde overtreding pleegden, worden gestraft met dezelfde straf. Evenwel indien zij handelden volgens de onderrichtingen van den patroon of van een aangestelde die gezag voert over hen, en zonder een persoonlijk belang erbij te hebben, zijn zij maar strafbaar met eene boete van 26 tot 100 frank, waarvan de betaling kan vervolgd worden ten laste van den patroon behoudens verhaal van dezen tegen den veroordeelde.

» Elke vervolging wegens eene der overtredingen voorzien bij deze wet, vervalt na verloop van zes maanden van af den dag waarop de overtreding werd gepleegd. »

Uit voorgaande beschouwingen blijkt dat het wetsvoorstel enkel tot doel heeft de bepalingen der wet op de arbeidsovereenkomst beter te doen toepassen op de steenbakkerijen. Ook hopen wij dat het ontwerp de goedkeuring zal wegdragen welke de wet van 10 Maart 1900 te beurt viel.

L. DE BETHUNE.



PROPOSITION DE LOI**ARTICLE PREMIER.**

Dans l'industrie de la briqueterie sera considérée comme nulle de plein droit toute stipulation du contrat de travail tendant à soustraire le patron à sa responsabilité professionnelle, civile ou pénale, en attribuant à l'un des ouvriers la qualité d'entrepreneur.

ART. 2.

Dans l'industrie de la briqueterie toute infraction à l'article 26 de la loi du 10 mars 1900, sur le contrat de travail, sera punie des peines prévues par l'article 10 de la loi du 16 août 1887, portant réglementation du payement des salaires.

WETSVOORSTEL**EERSTE ARTIKEL.**

Wordt beschouwd als van rechtswege nietig, in de steenbakkersnijverheid, elk beding der arbeidsovereenkomst strekkende om, door toekenning van de hoedanigheid van ondernemer aan één der werklieden, den patroon te onttrekken aan zijne beroepsaansprakelijkheid, zoowel met het oog op de burgerlijke wetten als op de strafwetten.

ART. 2.

In de steenbakkersnijverheid wordt elke overtreding van artikel 26 der wet van 10 Maart 1900 op de Arbeidsovereenkomst gestraft met de straffen voorzien bij artikel 10 der wet van 16 Augustus 1887, waarbij de betaling der loonen wordt geregeld.

L. DE BÉTHUNE.

J. MAENHAUT.

L. DE COSTER.

RENKIN.

VERHAEGEN.

H. CARTON DÉ WIART.

